



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

01 août 2026

N° 341

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

NOUVELLE GRILLE DES PRIX DU TRANSPORT: LA SAIGNÉE DES MASSES POPULAIRES CONTINUE

De multiples accrochages ont eu lieu entre passagers et chauffeurs dans la capitale 10 jours après une deuxième baisse sur le prix du gallon de gazoline à la pompe le 3 juillet 2026. En absence d'un communiqué du gouvernement fixant les nouveaux prix du transport à la baisse, des heurts éclatent dans la capitale entre les chauffeurs et les usagers qui ne voulaient plus payer les mêmes tarifs.



La grogne de la population était montée d'un cran contre les chauffeurs du transport en commun qui feignaient d'ignorer la baisse des prix produits pétroliers en exigeant des passagers de payer les mêmes prix qu'avant la baisse. Cela débouchait sur des altercations violentes qui, parfois, aboutissaient à des bagarres.

L'Association des Propriétaires et Chauffeurs d'Haïti, l'APCH, avait lancé le 13 juillet un mouvement de grève pour protester contre l'attitude de la population qui ajustait elle-même les prix des circuits et pour demander au gouvernement de prendre position tout en précisant que la diminution sur les prix des produits pétroliers survenue le 3 juillet dernier n'était pas de nature à modifier les prix du transport en commun.

Evidemment le problème est ailleurs. Les spéculateurs ont manœuvré sur les prix des produits pétroliers pour s'enrichir, appliquant des augmentations des prix disproportionnées par rapport à celles du marché international, puis des baisses insignifiantes quand les prix fondent. Le gouvernement et les actionnaires du secteur de la commercialisation de la vente des produits pétroliers se frottent les mains en empochant les bénéfices et laissent les gens des classes populaires s'entre déchirer.

De 2022 à 2026, le prix du gallon de la gazoline, l'essence la plus utilisée dans le transport en commun, est passé de 250 à 725 gourdes récemment soit une augmentation de 290% équivalent à une hausse de 475 gourdes. Les 75 gourdes enlevées suite à deux baisses successives du gouvernement sont anecdotiques et elles n'entraînent aucune répercussion pour

l'amélioration de la vie de la majorité de la population.

Le coût élevé des produits pétroliers s'est traduit par une dégradation considérable de leurs conditions de vie. Des centaines de familles s'ajoutent régulièrement aux millions de déshérités qui vivaient déjà dans la pauvreté extrême. De plus les gangs criminels se sont mêlés de la partie en y ajoutant l'horreur, la barbarie et le dépeçage systématique des classes populaires.

Par exemple, le gouvernement a fixé le prix du transport en commun pour se rendre au Cap-Haïtien à 2905 gourdes, mais le prix pratiqué est de 7000 gourdes. Le prix pour se rendre du centre-ville à Carrefour est officiellement de 65 gourdes mais dans les faits, il coûte 200 gourdes, conséquences des multiples points de péage des bandits installés sur ces routes. Le coût journalier du transport d'une ouvrière, habitant à Carrefour, qui travaille dans la sous-traitance au parc Sonapi représente 600 gourdes alors qu'elle gagne 800 gourdes environ en valeur nette.

Pareil pour les prix des produits pétroliers. Les prix du gouvernement sont applicables seulement dans une partie de la commune de Port-au-Prince, du haut de Delmas et à Pétion-Ville. Dans la commune de Carrefour, de nombreux habitants disent que les bandits leur demandent de payer une taxe d'habitation entre 15000 et 25000 gourdes en plus de celle qu'ils payent déjà à l'Etat.

La situation de la classe ouvrière et des masses exploitées va de mal en pis. Elles tiennent jusqu'à ce que leur colère explose en des luttes conscientes contre les classes riches, pour déchouer la misère et l'exploitation capitaliste. ■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- Nouvelle grille des prix du transport: la saignée des masses populaires continue

Leur Société

⇒ Page 2

- Retour de la population à Mirebalais: un camouflet pour le gouvernement et de ses forces de sécurité
- Kenscoff : quand les gangs massacrent une population
- Menaces d'expulsions massives des migrants haïtiens
- Solidarité avec le Venezuela ou coup de pub du gouvernement

⇒ Page 3

- Élections : une mascarade pour les masses exploitées
- Les étudiants en médecine réprimés par la police

Dans les entreprises

⇒ Page 3

- Nouvo pri transpò yo: okenn amlyorasyon pou mas popilè yo
- Sonapi : vers la fermeture de l'usine Wilbes ?
- Manutech : les arriérés s'accumulent

Dans l'international

⇒ Page 4

- La reprise de la guerre américano-israélienne contre l'Iran

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

Voix des Travailleurs paraissant depuis 1986

RETOUR DE LA POPULATION À MIREBALAIS: UN CAMOUFLET POUR LE GOUVERNEMENT ET DE SES FORCES DE SÉCURITÉ

Environ 15 mois après avoir été chassés de leur demeure, après avoir fui leur commune sous la violence des gangs de la Croix des Bouquets et de Canaan, les habitants sont revenus dans la ville de Mirebalais le samedi 18 juillet dernier qu’avec l’autorisation du chef de gang Jeff Gwo Lwa. Un retour controversé célébré par des manifestations d’une population en liesse dans les rues fantômes d’une commune assiégée.

Le plus grand flou persiste sur le processus qui a abouti à ce dénouement. Dans la presse et sur les réseaux sociaux, les déclarations des différents protagonistes se contredisent. La nature des négociations intervenues entre une société dite civile agissant au nom des habitants de la commune et les gangs n’ont pas été publiées. Muré dans un mutisme, le gouvernement n’a pipé mot jusqu’à présent.

Tout en prenant de la distance avec les négociations en cours, le maire de la commune Lochard Laguerre a vertement critiqué l’attitude des autorités qui, selon lui, ont abandonné la commune à son sort. Pour lui, les perspectives d’un retour à la normale demeurent très faibles. Il affirme que les anciens résidents ayant tenté de regagner la

commune le week-end du 18 juillet 2026 ont dû rebrousser chemin après avoir constaté que leurs maisons avaient été incendiées par les gangs. Il n’y a aujourd’hui aucun moyen de vivre dans la commune, même pour ceux qui souhaiteraient y retourner, a-t-il déploré.

Pour la majorité de ceux-là parmi la population qui a pris part à la manifestation, ils ont fustigé les promesses non tenues par les autorités pendant plus de 18 mois. Vivant dans les pires conditions dans les bois, chez des proches ou des gens de bonne volonté, leur patience est à bout. D’autres mettent en avant la cherté de la vie, les prix exorbitants des loyers. Conscients des risques encourus, ils sont prêts à cautionner l’expérience en cours avec les gangs.

Quand au chef de gang Jeff Gwo Lwa, il réclame des contreparties pour retirer ses soldats de Mirebalais comme le démantèlement de la brigade d’auto-défense « Bakòp feray » qui combattait aux côtés de la Police, des indemnités pour compenser les coûts liés à la conquête de la commune, à la perte de ses soldats pendant les 16 mois d’occupation. Une arrogance qui met en lumière l’inutilité des forces répressives du gouvernement, des missions militaires internationales dans la lutte contre les gangs depuis plus de cinq ans.

A genou, une partie la population peut donner l’impression d’avoir oublié toutes les horreurs qu’elle a subies des gangs, du mépris des autorités gouvernementales. À la fin de cette période, elle se redressera et demandera des comptes un jour..■

KENSCOFF : QUAND LES GANGS MASSACRENT UNE POPULATION

Depuis environ 5 ans, les gangs resserrent leur étau autour de Port-au-Prince. Carrefour, Croix-des-Bouquets, Tabarre, Cité Soleil, Kenscoff, Gressier, Ganthier, etc. Quartier après quartier, commune après commune, ils encerclent progressivement la capitale. Derrière chaque nouvelle incursion se cachent des familles endeuillées, des riverains chassés de leurs maisons et de leurs terres.

Depuis janvier 2025, Kenscoff subit des attaques répétées. Les bandes armées avancent méthodiquement en incendiant des maisons, en pillant les récoltes, en volant le bétail et en massacrant les habitants. Entre le 4 et le 9 juillet 2026, les attaques se sont étendues jusqu’à Robin, dans la section communale de Grand-Fond, provoquant un nouveau bain de sang et le déplacement de près de 5 840 personnes.

Aujourd'hui, quatre des cinq sections communales sont largement sous la pression ou le contrôle des gangs : Bongard, Furcy, Bellefontaine et Nouvelle Touraine.

Les premières victimes sont les petits paysans. Ce sont eux qui cultivent les légumes, élèvent les animaux et

approvisionnent quotidiennement les marchés de Pétion-Ville, de Delmas, les hôtels, les restaurants et des milliers de familles de la capitale. Lorsqu'un paysan est contraint d'abandonner son champ, ce n'est pas seulement sa famille qui perd son revenu : c'est toute la population qui en fait les frais, surtout avec l’augmentation des prix.

Les déplacés s'entassent sur les places publiques de Pétion-Ville ou trouvent refuge chez des proches dans les quartiers voisins. Ils ont laissé derrière eux leurs maisons, leurs plantations, leurs outils et leurs bétails. Des années de travail disparaissent en quelques heures sous les balles ou dans les flammes.

Face à cette offensive, des brigades locales ont tenté de résister avec des moyens

dérisoires face à des groupes lourdement armés. Leur courage est réel, mais il ne peut suffire. Quant aux groupes armés qui protègent principalement les quartiers aisés du centre-ville, leur priorité est la défense des intérêts de ceux qui ont les moyens de les financer. La sécurité des petits cultivateurs est le cadet de leurs soucis.

La véritable solution réside dans l'organisation consciente des habitants eux-mêmes. Les travailleurs des villes et les paysans pauvres ont un intérêt commun : défendre leurs quartiers, leurs terres, leurs moyens de subsistance et reprendre le contrôle de leur avenir. L'intelligence populaire, l'organisation collective et la solidarité entre les exploités constituent la seule perspective capable de faire reculer durablement la terreur. .■

MENACES D'EXPULSIONS MASSIVES DES MIGRANTS HAÏTIENS

Avec l’arrêt rendu le 25 juin par la Cour suprême, le sort des migrants haïtiens bénéficiaires du TPS (Statut de Protection Temporaire) semble scellé. Ce sont environ 350 000 qui risquent d’être expulsés à partir du 27 juillet 2026

Ce sont des milliers de familles qui, après avoir vécu et travaillé pendant des années aux États-Unis et contribué au fonctionnement de l’économie américaine, risquent d’être renvoyées dans un pays sans véritable perspective pour affronter le chômage qui explose et où les gangs imposent leur loi. Un pays dans lequel le gouvernement américain lui-même

déconseille à ses ressortissants de s’y rendre.

Le Statut de protection temporaire a été instauré aux États-Unis en 1990. En 2010, après le séisme dévastateur qui a frappé Haïti, l’administration Obama l’a étendu aux ressortissants haïtiens. Renouvelé à plusieurs reprises, ce programme a offert une relative sécurité à des milliers de migrants qui avaient fui, comme tant d’autres Haïtiens, la violence,

la misère et les conditions de vie désastreuses de leur pays..

Il est évident que la décision de l’administration Trump de mettre fin au TPS pour les Haïtiens est motivée par sa politique raciste et xénophobe, ainsi que par son profond mépris pour les travailleurs originaires des pays pauvres.■

SOLIDARITÉ AVEC LE VENEZUELA OU COUP DE PUB

La Primature a annoncé le déploiement d'une mission médicale haïtienne composée de 31 professionnels de santé en République bolivarienne du Venezuela, frappée par deux violents séismes.

La solidarité entre les peuples est une valeur que les travailleurs défendent. Mais cette annonce soulève une question : comment un gouvernement incapable de répondre aux besoins sanitaires urgents de sa propre population peut-il se présenter comme un sauveur à l'étranger ?

Depuis février 2022, l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH), le plus grand hôpital public du pays, est pratiquement fermé à cause de la violence des gangs. Les étudiants en médecine réclament sa réouverture depuis des mois,

mais le gouvernement reste sourd à leurs revendications.

L'Hôpital La Paix, l'un des rares établissements publics encore fonctionnels à Port-au-Prince, est débordé. Les lits manquent, des patients dorment à même le sol et le personnel médical ne parvient plus à répondre à la demande.

À cette catastrophe sanitaire s'ajoute celle des milliers de familles déplacées par les gangs. Entassées sous des bâches de fortune, elles vivent dans des conditions inhumaines et

ne reçoivent qu'une assistance dérisoire des autorités.

Dans ces conditions, le contraste est frappant. Le gouvernement affirme disposer des moyens logistiques et financiers pour envoyer une « mission d’aide » à l'étranger, alors qu'il est incapable de rouvrir son principal hôpital public ou d'assurer un minimum de soins à la population.

Cette « mission d’aide » apparaît surtout comme une opération de communication et une occasion pour détourner les fonds publics.■

ÉLECTIONS : UNE MASCARADE POUR LES MASSES EXPLOITÉES

Le Conseil électoral provisoire (CEP) vient de publier un nouveau calendrier électoral. Le premier tour des élections présidentielles et législatives est annoncé pour e 13 décembre 2026, suivi d'un second tour et des élections locales. Mais bien malin est celui qui peut dire si scrutin aura lieu ou pas.

Il y a encore quelques semaines, les autorités reconnaissaient elles-mêmes que l'insécurité rendait impossible la tenue des élections dans les délais prévus. Aujourd'hui, elles présentent un calendrier comme si la situation s'était miraculeusement améliorée, se contredisant elles-mêmes

Cette précipitation répond aussi à une autre logique. Le gouvernement américain souhaite le retour d'une certaine stabilité institutionnelle en Haïti à travers la tenue d'élections après avoir rendu le pays invivable. L'impérialisme américain est aujourd'hui confronté aux conséquences de sa propre politique. Le chaos qui règne en Haïti alimente notamment l'exode de centaines de milliers d'Haïtiens qui cherchent à rejoindre les États-Unis par tous

les moyens. Pour Washington, remettre en place des institutions, trouver des politiciens qui puissent vendre des illusions à la population est un moyen de tenter de contenir cette crise migratoire.

Mais dans les rues, chacun sait que les conditions d'un véritable scrutin n'existent pas. Les deux départements qui comptent le plus grand nombre d'électeurs, l'Ouest et l'Artibonite, sont aussi ceux où les gangs exercent la plus forte emprise. Des quartiers entiers sont inaccessibles, des communes vivent au rythme des massacres et des milliers de familles ont dû abandonner leurs maisons. Le département du Centre s'est ajouté à la liste.

Ce qui est bien réel, en revanche, c'est le budget électoral : un peu moins de 200

millions de dollars. Une somme colossale pour un scrutin dont personne ne peut garantir la tenue. Le CEP s'est réservé une part importante de cette enveloppe sous forme de per diem et a prévu une allocation substantielle pour la presse. Cette annonce électorale sert, par ailleurs, de prétexte pour débloquer des centaines de millions de dollars de fonds publics, mais une bonne partie de ces ressources alimentera les circuits habituels de la corruption, que les élections se tiennent ou pas.

Les travailleurs et les pauvres n'ont rien à gagner dans cette comédie électorale. Leur priorité, pour l'instant, n'est certainement pas les élections mais la sécurité, l'emploi, des salaires décents et des services publics qui fonctionnent.■

LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE RÉPRIMÉS PAR LA POLICE

Des étudiants en médecine de l'Université d'État d'Haïti continuent de se mobiliser pour exiger la réouverture et la relocalisation de l'Hôpital général.

Ils ont organisé deux manifestations pour se rendre à la Primature : la première, le 22 juin 2026, et la seconde, le 1er juillet. Aucune de ces manifestations n'a échappé à la répression policière. Après avoir été gazés le 22 juin, les étudiants ont été confrontés à une nouvelle répression lors de la manifestation du 1er juillet, qui s'est soldée par un blessé par balle dans leurs rangs.

La fermeture, depuis plus de deux ans, du plus grand centre hospitalier du pays n'a pas seulement réduit l'accès aux soins pour les couches populaires. Elle met également les étudiants en médecine dans l'impossibilité de compléter leur formation.

Ce mouvement est le deuxième lancé par les étudiants en l'espace de deux ans pour exiger la réouverture de l'hôpital.

En 2025, l'actuel ministre de la Santé avait annoncé la réouverture partielle de l'Hôpital général dans les locaux de la rue Camille-Léon, l'annonce est restée sans suite.

Le sort réservé à l'Hôpital général par les autorités est à l'image de leur mépris envers les masses populaires qui fréquentait ce centre hospitalier.■

DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 30 juillet 2026.

PAWÒL TRAVAYÈ

**Nouvo pri transpò yo:
okenn amlyorasyon pou mas popilè yo**

Gouvènman Aliks Didier Fils Aimé pat prese pran mezi pou desann pri kous machin yo aprè dekrè 3 jiyè 2026 la ki te anonse pri galon gazolin nan fè yon ti bese nan ponp yo. Sa ki ta pral lakòz gwo lese frape ant chofè ak pasaje nan kapital la pandan 2 semèn. Popilasyon an pat ezite bay tèt li jistis nan redui nan kantite kòb li konn peye kous machin yo.

Konsa, nan jounen 13 jiyè a, byen bonè nan maten, yon asosyasyon pwopriyetè ak chofè machin te lanse yon mouvman grèv. Yo tap mande gouvènman an foure bouche li nan koze a pou evite sitiyaasyon an vin pi mal pou yo. Nan menm jounen 13 jiyè a nan aswè, gouvènman an te retire yon ti grapday monnen sou pri kous yo.

Gouvènman an ansanm ak gwo komèsan yo fò nan monte pri. Yo ponn enflasyon lè yo vle pou pete fyèl klas travayè ak mas eksplwate yo. Men yo pa janm konn kijan pou desann pri yo si se pa gwo manifestasyon nan lari ki fòse yo fè l.

Soti 2022 pou rive 2026, pri galon gazolin nan soti 250 goud pou rive 725 goud. Se sèlman 75 goud ki soti sou 725 goud la. Ti monnen sa a gouvènman retire sou gaz la pandan 2 fwa pa gen enpak ditou sou pri pwodui premye nesosite yo. Tout pri yo rete menm jan nan dengonn klas popilè yo.

Yon lòt bò, diktati gang kriminèl yo vin mete abse sou klou. Yon kous machin pou soti nan sant vil Potoprens pou ale kafou ki route 65 goud ofisyèlman vin route 200 goud akòz pòs peyaj asasen yo mete sou wout la. Konsa, yon ouvriye ki abite Kafou kap travay sonapi oblije depanse 600 goud pa jou sèlman nan koze transpò. Alòske se sèlman 800 goud li resevwa aprè taks pou jounen travay la.

Toujou nan komin Kafou, gang yo fenk anonse yon mezi kote, nan jou kap vini la yo, popriyetè kay ap gen pou peye yon taks sou kay yo genyen. Lè gang ki nan gouvènman an, lè gwo boujwa yo fin dechèpiye mas popilè yo, gang an sapat yo ap fè kou pa yo.

Sitiyaasyon an ap toujou pi mal pou mas popilè yo chak jou kap pase. Men si nou kontinye batay pandan nap oganize kan nou, nap kapab amlyore lavi nou epi avanse nan batay pou nou libere tèt nou ak tout sosyete a anba grif tout kalite gang.

**OTR-UCI, jedi 30 jiyè 2026
Annou kote sou fòs nou !**

SONAPI : VERS LA FERMETURE DE L'USINE WILBES ?

Depuis le début du mois de juillet, une grande confusion règne au sein de l'usine autour de sa fermeture probable. Jusqu'à présent, aucune information officielle ne vient confirmer ou infirmer ce qui pourrait, à ce stade, être qualifié de rumeur.

Cependant, certains comportements de la direction alimentent les craintes d'une fermeture prochaine. La direction encourage plusieurs ouvriers à réclamer leurs

prestations légales, ce qui entraîne la fin de leur contrat avec l'usine. Selon plusieurs travailleurs, plusieurs dizaines d'ouvriers ont déjà reçu leurs prestations légales, tout en continuant à travailler comme temporaires.

Les révocations tous azimuts qui se multiplient ces derniers temps nourrissent également les rumeurs concernant une éventuelle fermeture. Le lundi 20 juillet, une ligne entière du bâtiment 42 a été licenciée.

Depuis janvier, les conditions de travail ne cessent de se dégrader. On est passé de 8 à 6 jours de travail à la quinzaine. Une situation devenue intenable pour nous, les ouvriers.

La plupart des travailleurs se réjouissent à l'idée d'une fermeture, car celle-ci leur permettrait de recevoir leurs prestations légales. Bien qu'en réalité, la fermeture d'une usine signifie aussi, le chômage et l'aggravation de la misère.■

DANS LES ENTREPRISES

MANUTECH : LES ARRIÉRÉS S'ACCUMULENT

À Manutech, la direction continue de faire la sourde oreille. Alors que la quasi-totalité des usines ont déjà appliqué le nouveau salaire minimum, les travailleurs de cette entreprise attendent toujours.

Le 22 juillet dernier, la direction n'a toujours pas appliqué l'ajustement salarial. Cela représente déjà six quinzaines de travail, donc six périodes de paie, pendant lesquelles les ouvriers ont été privés d'une partie de leur salaire. Pourtant, le calcul est

d'une simplicité enfantine : l'ajustement est de 46 %. Il suffit de multiplier l'ancien salaire par 1,46 pour obtenir le nouveau salaire.

Depuis six quinzaines, la direction retient donc une partie du salaire qui revient de droit aux travailleurs. Ce sont des arriérés de salaire que le patron devra payer intégralement, tôt ou tard.

À chaque paie, les ouvriers font leurs calculs. Ils comparent ce qu'ils auraient dû

recevoir avec ce qui leur a été effectivement versé et notent soigneusement les sommes impayées. Quinzaine après quinzaine, les arriérés s'accumulent et la dette du patron grossit.

Les patrons peuvent retarder le paiement, mais ils ne peuvent pas effacer ces arriérés. Les ouvriers, eux, n'oublient rien : ils tiennent leurs comptes et savent exactement ce que la direction leur doit.■

DANS L'INTERNATIONAL

LA REPRISE DE LA GUERRE AMÉRICANO-ISRAÉLIENNE CONTRE L'IRAN

Les récents affrontements et bombardements liés au conflit opposant l'impérialisme américain à l'Iran ont causé des dégâts considérables, rendant encore plus vulnérable la vie des populations les plus pauvres de la planète. Trump et les hauts responsables iraniens font fi de cette situation, car ils défendent tous deux les intérêts des classes riches au sein de leurs pays respectifs.

Le mardi 7 juillet 2026, la guerre Israélo-américaine contre l'Iran a repris. Trump a déclaré que les bombardements avaient été déclenchés par une attaque iranienne contre des navires commerciaux américains dans le détroit d'Ormuz. Depuis lors, l'impérialisme américain bombarde sans relâche l'Iran, alors que, moins d'un mois auparavant, le 17 juin, les États-Unis et l'Iran avaient signé un accord pour mettre fin à la guerre. L'Iran a riposté à ces bombardements. Ceux-là ont causé des dégâts considérables et des pertes humaines dans les deux camps. Les affrontements et les bombardements se poursuivent depuis plus de deux semaines ; plusieurs bases nucléaires et militaires américaines et iraniennes ont été frappées, et plusieurs soldats américains ont perdu leur vie. Selon les chiffres actuels, la reprise des hostilités a fait environ 50 morts et 500 blessés côté iranien. De nombreuses villes et quartiers ont subi les attaques de l'armée impérialiste américaine. De son côté, l'Iran a bombardé plusieurs bases américaines dans la région du Golfe notamment au Koweït, à Bahreïn et au Qatar tandis qu'Israël poursuit ses attaques contre le Liban et Gaza.

Avec la reprise du conflit, les activités économiques qui avaient commencé à se redresser après l'accord du 17 juin sont au point mort ; le trafic dans le détroit d'Ormuz, par exemple, est bloqué. Cette situation a de graves conséquences sur l'activité commerciale de nombreux pays à travers le monde.

Sur les conséquences de ce conflit, voici un extrait d'un article de la « Lutte de Classe » n° 257 (juillet-août) publié par la revue de « l'Union communiste internationaliste (trotskyste) » : Les États-Unis se sont enfoncés en Iran dans une impasse, de laquelle ils peinent à sortir. Ils ont entraîné leurs alliés du Golfe dans une guerre dont ceux-ci ont subi en première

ligne les conséquences désastreuses pour leurs revenus, leur image internationale et leur sécurité. . Le blocage du détroit d'Ormuz a aggravé le chaos économique mondial. Ainsi le Qatar assurait un tiers de la production mondiale d'hélium, ce gaz indispensable à la fabrication des semi-conducteurs. Après les bombardements des installations gazières, les capacités de production de puces sont menacées. Quant aux engrais azotés, sous-produits de l'extraction pétrolière, le quart de la consommation mondiale a été bloqué dans le fameux détroit, ce qui « menace l'alimentation mondiale » selon la FAO. Toutes les contradictions du système sont aggravées, renforçant la concurrence entre capitalistes et

les rivalités entre les États, sur fond de menace permanente d'un krach boursier et financier ».

Toute l'existence du système capitaliste est marquée par la guerre : guerre entre capitalistes pour s'assurer la plus grande part de marché, guerre contre les petites nations pour piller leurs ressources vitales et, enfin, guerre contre le prolétariat et les masses pauvres pour les anéantir totalement. Avec la domination des classes bourgeoises sur les pays de la planète, l'humanité ne s'en sortira jamais. Les classes ouvrières ont à se battre pour renverser ces rapports de forces et prendre le contrôle du pouvoir politique dans l'intérêt de la communauté.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.